



Enquête sur les conditions de travail des psychologues de l'éducation nationale EDA de l'académie de Créteil

Résultats

29 participants dpt. 77 : 1 dpt. 93 : 20 dpt. 94 : 8 dont 1 DSDEN

Circonscriptions : 23

Psy sur la circonscription : entre 3 et 6

S'il y a un-e psy en moins (vacant ou en congé de maladie), l'IEN augmente jusqu' à 7 écoles (en moyenne 4-5 écoles). Quand les écoles fonctionnent sans psy, les psy des autres secteurs font les CR pour les dossiers MDPH et les CDOEA et les situations de crises.

Nombre d'élèves : 1 000 à 2 000, jusqu'à 2 500 (la moyenne de l'OCDE / 800 élèves par psy)

Il n'y a que 10 médecins scolaires sur 23 circonscriptions.

Il manque 7 infirmières, 4 ERSEH.

Dans le département du 93, il y a 16 CAS-EBEP sur 16 circonscriptions.

Si tout le monde a un bureau au moins dans une école et une armoire (sauf un-e psy dont l'armoire qui ne ferme pas), 24 ont un téléphone fixe ou portable et 19 ont un ordinateur et de l'internet.

Réunion IEN/ pôle Ressource : 0 à 5, jusqu' 10

IEN demande un emploi du temps : 1

Nombre d'enfants handicapés : moyenne 52, jusqu'à 100 par psy quand il manque des postes.

Conséquences : Secteur difficile, difficile de faire de la prévention, saupoudrage, travail de plus en plus dense.

Charge de travail très importante, être dans la course, travail à la chaîne. Beaucoup de temps pour s'occuper des enfants handicapés (MDPH) et de leur famille, moins de temps pour s'occuper des autres enfants. Les dossiers MDPH ne font qu'augmenter, à la place d'avoir des enseignant-es spécialisé-es en pédagogie et en relationnel. Rythme effréné imposé par le calendrier MDPH et CDOEA.

Le médical prend de plus en plus de place dans l'école, il prend le dessus sur le pédagogique, augmentation des diagnostics +++

Les REP+ ont eu des assistantes sociales sur les écoles pendant 6 ans, l'institution les a récupérées pour les mettre dans les collèges et les lycées.

L'inspecteur de circonscription demande de faire plus d'écoles quand la le psy est arrêté-e / quand le poste est vacant, il nous demande de palier aux urgences et aux situations de crise.

L'institution ne prend pas en charge la supervision qui est pourtant nécessaire, peu de temps pour parler des pratiques professionnelles, les temps de réflexion deviennent inexistants.

Peu de contratuel-les pour combler les postes de psy, moins de titulaires, et les postes CLM / CLD ne sont pas remplacés.

Peu de temps pour faire des synthèses avec les enseignant-es spécialisé-es pour les aides relationnelles et pédagogiques quand les postes existent.

Dans les nouvelles écoles (et pas que), il n'y a pas de locaux pour les différents membres du RASED. Il faut se battre pour garder des locaux pour le RASED, parce qu'ils sont utilisés pour des classes (classes dédoublées) ou pour le périscolaire.

Les budgets sont réduits pour acheter des protocoles de passation de test et il faut demander un budget exceptionnel pour avoir un test.

Pour la FSU-SNUipp, nous exigeons que :

- **les PsyEN soient rémunéré-es correctement avec des hausses de salaire.**
- **les PsyEN soient tous et toutes fonctionnaires (augmentation des places au concours).**
- **chaque PsyEN soit 1 pour 800 élèves, avec des remplaçant-es pour les congés maternités, les CLM et les CLD.**
- **les budgets soient attribués par l'éducation nationale.**
- **les temps de réflexion entre les PsyEN EDA, entre les PsyEN EDA et les EDO soient instaurés par l'éducation nationale pendant le temps scolaire.**

Bobigny, le 14 avril 2023